

# SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2010-2011

1<sup>er</sup> MARS 2011

**Les résultats de la présidence belge de l'Union européenne sur le plan de la lutte contre la pauvreté**

## RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION  
DES AFFAIRES SOCIALES  
PAR  
MME **FRANSSEN**

### I. INTRODUCTION

La commission des Affaires sociales a procédé le 9 février 2011 à un échange de vues sur les résultats de la présidence belge de l'Union européenne en matière de lutte contre la pauvreté.

Cet échange de vues fait suite, d'une part, à la Conférence des présidents des commissions des Affaires sociales et de la Santé publique des Parlements des États membres de l'Union européenne et des pays candidats à l'adhésion, que la commission a organisée les 7 et 8 décembre 2010, conjointement

# BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2010-2011

1 MAART 2011

**De resultaten van het Belgische voorzitterschap van de Europese Unie op het vlak van armoedebestrijding**

## VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR  
DE SOCIALE AANGELEGENHEDEN  
UITGEBRACHT DOOR  
MEVROUW **FRANSSEN**

### I. INLEIDING

De commissie voor de Sociale Aangelegenheden hield op 9 februari 2011 een gedachtewisseling over de resultaten van het Belgische voorzitterschap van de Europese Unie op het vlak van armoedebestrijding.

Deze gedachtewisseling sluit aan bij, enerzijds, de Conferentie van de voorzitters van de commissies voor de Sociale Zaken en voor de Volksgezondheid van de Parlementen van de lidstaten van de Europese Unie en de Kandidaat-lidstaten, die de commissie, samen met de commissies voor de Sociale Zaken en de

Composition de la commission : / Samenstelling van de commissie :

**Président / Voorzitter :** Rik Torfs.

#### Membres / Leden :

N-VA	Piet De Bruyn, Patrick De Groot, Louis Ide, Elke Sleurs.
PS	Paul Magnette, Fatiha Saïdi, Fabienne Winckel.
MR	Jacques Brotchi, Dominique Tilmans.
CD&V	Rik Torfs, Cindy Franssen.
sp.a	Marleen Temmerman, Frank Vandenbroucke.
Open Vld	Nele Lijnen.
Vlaams Belang	Jurgen Ceder.
Écolo	Cécile Thibaut.
cdH	André du Bus de Warnaffe.

#### Suppléants / Plaatsvervangers :

Frank Boogaerts, Inge Faes, Danny Pieters, Helga Stevens, Karl Vanlouwe.  
Hassan Bousetta, Ahmed Laaouej, Philippe Mahoux, Muriel Targnion.  
François Bellot, Christine Defraigne, Gérard Deprez.  
Wouter Beke, Sabine de Bethune, Dirk Claes.  
Bert Anciaux, Ludo Sannen, Güler Turan.  
Rik Daems, Guido De Padt.  
Yves Buysse, Bart Laeremans.  
Marcel Cheron, Zakia Khattabi.  
Francis Delpérée, Dimitri Fourny.

avec la commission des Affaires sociales et la commission de la Santé publique, de l'Environnement et du Renouveau de la société de la Chambre des représentants, dans le cadre de la présidence belge de l'Union européenne, et, d'autre part, à l'échange de vues consacré au rapport bisannuel sur la lutte contre la pauvreté qui a également été organisé conjointement avec les commissions concernées de la Chambre le 15 décembre 2010.

L'exposé introductif du secrétaire d'État démissionnaire à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a été suivi d'un échange de vues.

## II. EXPOSÉ INTRODUCTIF DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT À L'INTÉGRATION SOCIALE ET À LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

Dans le cadre de la «Présidence sociale», volet inclusion sociale et lutte contre la pauvreté, les priorités principales de la présidence belge du Conseil de l'Union européenne ont été la lutte contre la pauvreté des enfants, la question du sans-abrisme et le dossier du revenu minimum.

À ceci se sont ajoutées des priorités d'actions relatives à l'utilisation des fonds européens (notamment le FSE (Fonds social européen)), au rôle de l'économie sociale dans la Stratégie Europe 2020 et à l'inclusion des Roms. Le fil rouge de la présidence belge a été la participation des parties prenantes et des personnes en situation de pauvreté à l'élaboration, à la mise en place et au suivi de ces priorités.

Des priorités qui ont toutes fait l'objet de conférences lors de la présidence, ainsi que d'un suivi auprès des institutions européennes.

### 1. Pauvreté infantile

En ce qui concerne la pauvreté infantile, le secrétaire d'État a organisé la conférence «*Who Cares?*» à Marche-en-Famenne les 2 et 3 septembre 2010, en collaboration avec la Fondation Roi Baudouin, Eurochild et Unicef. Cette conférence poursuivait un double objectif: d'une part, faire en sorte que le thème de la pauvreté infantile et du bien-être des enfants occupe une place prioritaire à l'agenda européen dans le cadre de la stratégie Europe 2020 et, d'autre part, créer un cadre pour les actions européennes menées autour de ce thème en vue de l'adoption d'une recommandation européenne sur la pauvreté infantile.

La conférence a été organisée selon le concept dit de «*Town Hall*» qui accorde une place centrale à la

commissie voor de Volksgezondheid, het Leefmilieu en de Maatschappelijke Hernieuwing van de Kamer van volksvertegenwoordigers, op 7 en 8 december 2010 heeft georganiseerd in het kader van het Belgische voorzitterschap van de Europese Unie en, anderzijds, de gedachtewisseling over het tweemaalijks Rapport Armoedebestrijding die, eveneens samen met betrokken commissies van de Kamer, op 15 december 2010 werd gehouden.

De inleidende uiteenzetting van ontslagnemend staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, werd gevolgd door een gedachtewisseling.

## II. INLEIDENDE UITEENZETTING VAN DE STAATSSECRETARIS VOOR MAATSCHAPPELIJKE INTEGRATIE EN ARMOEDEBESTRIJDING

In het raam van het «sociale voorzitterschap», onderdeel sociale insluiting en armoedebestrijding, waren de voornaamste prioriteiten van het Belgisch voorzitterschap van de Raad van de Europese Unie de strijd tegen de kinderarmoede, de daklozenkwestie en het dossier betreffende het minimuminkomen.

Bijkomende prioriteiten waren het gebruik van Europese fondsen (onder meer het ESF of Europees Sociaal Fonds), de rol van de sociale economie in de Strategie Europa 2020 en de integratie van de Roma. De rode draad van het Belgisch voorzitterschap was de deelname van de betrokken partijen en van mensen die in armoede leven aan de totstandkoming, de uitvoering en de follow-up van deze prioriteiten.

Al deze prioriteiten werden behandeld op conferenties tijdens het voorzitterschap, en opgevolgd door de Europese instellingen.

### 1. Kinderarmoede

Wat kinderarmoede betreft heeft de staatssecretaris op 2 en 3 september 2010 te Marche-en-Famenne de conferentie «*Who Cares?*» georganiseerd, in samenwerking met de Koning Boudewijnstichting, Eurochild en Unicef. De conferentie had een dubbele doelstelling: enerzijds het thema kinderarmoede en kindwelzijn hoog op de Europese agenda plaatsen in het kader van de «strategie Europa 2020», en anderzijds een kader te ontwikkelen voor de Europese acties rond dit thema om tot een Europese aanbeveling rond kinderarmoede te komen.

De conferentie was opgebouwd rond het «*townhall concept*», waarbij participatie centraal staat. In kleine

participation active. Répartis au sein de petits groupes, les participants avaient la possibilité de formuler des recommandations concrètes sur trois thèmes: les ressources adéquates, l'accès aux services de qualité et la participation active. Toutes ces recommandations ont été consignées dans un rapport final qui est disponible sur le site Internet du SPP Intégration sociale.

Afin de conférer davantage de poids politique à la conférence, le trio de présidences (Espagne, Belgique et Hongrie) a signé une déclaration au sujet de la pauvreté infantile, dans laquelle elle s'engage à plaider en faveur de l'adoption d'une recommandation sur la pauvreté infantile et le bien-être des enfants par la Commission européenne et à faire en sorte que la pauvreté infantile soit une priorité de l'initiative «Plateforme européenne contre la pauvreté» dans le cadre de la stratégie Europe 2020.

Aujourd'hui, soit cinq mois plus tard, le secrétaire d'État constate que les résultats escomptés ont été atteints. La lutte contre la pauvreté infantile est un élément important de l'initiative «Plateforme européenne contre la pauvreté» qui a été proposé fin décembre par la Commission. Cette dernière s'est en outre engagée à formuler une recommandation sur la pauvreté infantile en 2012. Un autre aspect important est le fait que la Hongrie, qui assure actuellement la présidence, considère, elle aussi, le thème de la pauvreté infantile comme une priorité et ait décidé de poursuivre les actions entreprises par la Belgique.

## 2. Inclusion active

Un deuxième thème que souhaite aborder le secrétaire d'état est l'inclusion active.

L'inclusion active, selon la recommandation de la Commission européenne, est une stratégie basée sur 3 piliers: les personnes qui ont été exclues du marché du travail ont droit à une aide au revenu adéquate, au marché du travail inclusif et à l'accès à des services de qualité.

Au cours de la présidence belge, la priorité du secrétaire d'état était surtout axée sur le volet aide au revenu adéquate.

Lors de ces six mois, on a plaidé pour que tous les États membres instaurent un revenu minimum qui soit accessible à tous facilement et qui soit d'un niveau suffisamment élevé. Prévoir un revenu minimum constitue une mesure efficace contre la pauvreté.

La table ronde Pauvreté et Exclusion sociale, qui a lieu chaque année juste avant ou juste après la Journée internationale contre la pauvreté du 17 octobre, s'est focalisée cette année sur la mise en œuvre politique de la recommandation Inclusion active. Quelque trois

groupejes kregen de deelnemers de kans concrete aanbevelingen te formuleren rond drie thema's: adequate inkomens, toegang tot kwaliteitsvolle diensten en actieve participatie. Al deze aanbevelingen werden gebundeld in een eindrapport, dat beschikbaar is op de website van de POD Maatschappelijke Integratie.

Om het politieke gewicht van de conferentie te versterken, ondertekenden het trio-voorzitterschap (Spanje, België en Hongarije), een verklaring rond kinderarmoede. In dit document engageert het trio zich om te pleiten voor een aanbeveling van de Europese Commissie over kinderarmoede en het welzijn van kinderen, en om kinderarmoede als prioriteit op te nemen in het Europees Platform tegen Armoede in het kader van de strategie Europa 2020.

Nu is men 5 maanden later, en de staatssecretaris stelt dat men de vooropgestelde resultaten bereikt heeft. De strijd tegen kinderarmoede is een belangrijk element van het Europees Platform tegen Armoede dat eind december door de Commissie is voorgesteld. De Commissie heeft zich bovendien geëngageerd om in 2012 een aanbeveling rond kinderarmoede te publiceren. Belangrijk is ook dat kinderarmoede ook een prioriteit is van het huidige, Hongaarse, voorzitterschap, en dat zij de Belgische acties zullen verder zetten.

## 2. Actieve inclusie

Het tweede thema dat de staatssecretaris wil aansnijden, is de actieve inclusie.

Volgens de aanbeveling van de Europese Commissie is actieve inclusie een strategie die op drie pijlers rust: personen die werden uitgesloten van de arbeidsmarkt hebben recht op een adequate inkomenssteun, op kansen op de arbeidsmarkt en op diensten van goede kwaliteit.

Tijdens het Belgisch voorzitterschap gaf de staatssecretaris vooral voorrang aan het aspect adequate inkomenssteun.

Tijdens die zes maanden heeft men ervoor gepleit dat alle lidstaten een minimuminkomen zouden instellen dat voor eenieder gemakkelijk toegankelijk en voldoende is. Een minimuminkomen is een doeltreffend middel om de armoede te bestrijden.

De ronde tafel Armoede en Sociale Uitsluiting, die elk jaar plaatsvindt net voor of net na de internationale Dag van de Armoede op 17 oktober, heeft zich dit jaar toegespitst op de politieke uitvoering van de aanbeveling betreffende de actieve inclusie. Driehonderd

cents participants, originaires de tous les États membres européens et parmi lesquels une large délégation de personnes en situation de pauvreté, ont discuté, au sein de groupes de travail sur base d'échanges de bonnes pratiques, de la meilleure façon de concrétiser dans la pratique cette recommandation relative à l'inclusion active.

Pour la première fois dans son histoire, la table ronde a abouti à des recommandations politiques concrètes, aux niveaux tant européen que national. Dans le cadre de la nouvelle Plate-forme européenne contre la pauvreté et de sa nouvelle table ronde, la Commission européenne a annoncé que cette pratique sera poursuivie.

La table ronde a été suivie d'une rencontre informelle des ministres européens en charge de la lutte contre la pauvreté. Trois points figuraient à l'agenda : l'inclusion active, la plate-forme européenne contre la pauvreté et la lutte contre la pauvreté infantile.

La rencontre livra trois conclusions principales :

1) la stratégie sur l'inclusion active, y compris les trois piliers, représente une stratégie précieuse qui doit recevoir sa place au sein de la stratégie Europe 2020;

2) la plate-forme européenne de lutte contre la pauvreté doit rendre opérationnel l'objectif « 20 millions de pauvres en moins d'ici 2020 » en ce basant sur les résultats de la MOC (= méthode ouverte de coordination) et sur les plans d'action nationaux; et la participation des parties prenantes doit devenir un élément essentiel de cette stratégie;

3) les ministres présents ont soutenu l'idée que la pauvreté infantile doit être mise en tête de l'agenda politique européen.

Par ailleurs, le thème du revenu minimum a également occupé une place centrale en juillet, lors du Conseil informel Emploi, Politique sociale, Santé et Consommateurs, ou en jargon l'EPSCO.

Il y est immédiatement apparu évident que les autres États membres n'accueillaient pas favorablement la proposition belge de revenu minimum. Il est vrai qu'il s'agit d'un sujet très sensible politiquement, dans le contexte européen actuel, où les économies constituent une préoccupation centrale.

Le secrétaire d'État se réjouit néanmoins que le *peer-review* organisé en décembre sur les budgets standards ait été reçu positivement, tant par les États membres participants que par la Commission européenne, qui s'est déclarée prête à inclure les résultats du *peer-review* dans sa future politique. Un premier résultat est d'ailleurs déjà visible : la Commission

deelnemers uit alle Europese lidstaten, waaronder een ruime afvaardiging van armen, hebben in werkgroepen en door het uitwisselen van goede praktijken gedebatteerd over de beste manier om deze aanbeveling betreffende de actieve inclusie in de praktijk toe te passen.

Voor de eerste keer in haar geschiedenis zijn de besprekingen van de ronde tafel uitgemond in concrete politieke aanbevelingen, zowel op Europees als op nationaal niveau. In het raam van het nieuwe Europese platform tegen armoede en van de nieuwe ronde tafel, heeft de Europese Commissie aangekondigd dat deze handelswijze zal worden voortgezet.

Na de Ronde Tafel heeft een informele vergadering plaatsgevonden van de Europese ministers, belast met armoedebestrijding. Drie punten stonden op de agenda : actieve inclusie, het Europees platform tegen armoede en de strijd tegen kinderarmoede.

De vergadering heeft geleid tot drie belangrijke besluiten :

1) de strategie betreffende de actieve inclusie, met inbegrip van de drie pijlers, is een waardevolle strategie die moet worden opgenomen in de strategie Europa 2020;

2) het Europees platform tegen armoede moet concreet werk maken van de doelstelling « 20 miljoen armen minder tegen 2020 » op grond van de resultaten van de OCM (open coördinatiemethode) en de nationale actieplannen; de deelname van de belanghebbende partijen moet een essentieel onderdeel vormen van deze strategie;

3) de aanwezige ministers steunen het voornemen om kinderarmoede bovenaan op de Europese politieke agenda te plaatsen.

Het minimumloon stond in juli centraal in de discussies van de informele Raad Werkgelegenheid, Sociaal Beleid, Volksgezondheid en Consumentenzaken (EPSCO).

Daar bleek onmiddellijk dat de andere lidstaten geen voorstander waren van het Belgische voorstel voor een minimuminkomen. In de huidige Europese context van bezuinigingen ligt dit onderwerp immers politiek bijzonder gevoelig.

De staatssecretaris verheugt zich niettemin dat de *peer review* die in december werd georganiseerd over de standaardbudgetten positief werd onthaald, zowel door de deelnemende lidstaten als door de Europese Commissie, die zich bereid heeft verklaard om de resultaten van de *peer review* op te nemen in haar toekomstig beleid. Er is trouwens al een eerste tastbaar

européenne a planifié une communication sur l'inclusion active pour 2012.

### 3. Sans-abrisme

La troisième priorité durant la présidence belge de l'Union européenne était le sans-abrisme. Les différents États membres de l'Union européenne n'ayant pas encore dégagé à ce jour une solution cohérente commune à la question du sans-abrisme, la présidence belge a organisé, conjointement avec Feantsa (la Fédération européenne des associations nationales travaillant avec les sans-abri) et la Commission européenne, une conférence de consensus sur le sans-abrisme.

Un jury européen, présidé par le sénateur Frank Vandebroucke, a été chargé de rechercher un consensus sur la signification du concept de sans-abrisme, la stratégie à suivre et les objectifs à atteindre, la participation et le lien entre le sans-abrisme et la migration. Pour alimenter le débat, le jury a fait appel à des experts. Il a aussi donné la parole à des sans-abri. Le Front commun des SDF a organisé une consultation de sans-abri dans les pays de l'Union européenne afin de faire en sorte que leur voix puisse aussi être entendue lors de la conférence.

Celle-ci a abouti à la rédaction d'un rapport qui est disponible depuis peu: il s'agit d'un document de consensus qui énonce des recommandations politiques pour le niveau européen et qui sert de base à la réalisation de progrès dans la lutte contre le sans-abrisme et ce, dans le cadre de la Plateforme européenne contre la pauvreté et de la Stratégie Europe 2020. L'idée générale de départ est qu'il est possible d'éradiquer le sans-abrisme en Europe.

Le secrétaire d'État indique que ses actions ne se sont toutefois pas limitées à ces trois priorités.

C'est pourquoi il souhaite s'attarder quelque peu sur les autres thèmes qui ont retenu l'attention au cours de cette présidence: l'économie sociale, le Fonds social européen et les Roms.

En ce qui concerne l'économie sociale, le gouvernement belge a mis en exergue son rôle dans trois thèmes principaux de la Stratégie Europe 2020: l'économie de la connaissance, le développement durable et l'inclusion. Il a, entre autres, été décidé de porter une attention particulière à la formation et à l'échange de connaissances; aux métiers de l'environnement et aux clauses sociales; ainsi qu'à la promotion de la visibilité de l'économie sociale.

Le rôle du Fonds social européen et la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale était le thème d'une conférence organisée en novembre. Les principales conclusions de cette conférence furent les suivantes. D'une part, le FSE doit être attentif aux groupes défavorisés, aux actions qui mènent à des emplois

resultaat: de Europese commissie plant een mededeling over de actieve inclusie in 2012.

### 3. Dakloosheid

De derde prioriteit tijdens het Belgische voorzitterschap van de Europese Unie was dakloosheid. Omdat er tussen de verschillende lidstaten binnen de Europese Unie tot op vandaag nog geen coherente aanpak van het probleem van dakloosheid bestaat organiseerde het Belgische voorzitterschap, samen met Feantsa (de Europese koepel van nationale organisaties die met daklozen werken) en de Europese Commissie, een consensusconferentie over dakloosheid.

Een Europese jury, onder leiding van senator Frank Vandebroucke, kreeg de taak een consensus over de betekenis van het begrip dakloosheid, de te volgen strategie en te bereiken doelstellingen, participatie en de link tussen dakloosheid en migratie. Dit deden ze aan de hand van de input van experts. Ook de daklozen zelf kwamen aan het woord. Het Gemeenschappelijk Daklozenfront (Front Commun des SDF) organiseerde een bevraging van Europese daklozen, zodat ook hun stem gehoord zou worden op de conferentie.

Het resultaat is sinds kort beschikbaar: de consensus is een document met beleidsaanbevelingen voor het Europese niveau, die als basis dient om beleidsvoortgang te boeken wat dakloosheid betreft. Dit binnen het kader van het Europees Platform tegen Armoede en de strategie Europa 2020. Het algemene uitgangspunt is het feit dat het mogelijk is om dakloosheid uit de Europese Unie te bannen.

De staatssecretaris wijst erop dat hij naast deze drie prioriteiten nog andere onderwerpen heeft behandeld.

Andere thema's die tijdens dit voorzitterschap aan bod zijn gekomen zijn: de sociale economie, het Europees Sociaal Fonds en de Roma.

Wat de sociale economie betreft, heeft de Belgische regering zijn rol belicht inzake drie belangrijke thema's van de Strategie Europa 2020: de kennis-economie, de duurzame ontwikkeling en de inclusie. Er werd onder meer besloten om bijzondere aandacht te besteden aan opleiding en de uitwisseling van kennis, aan milieuberoepen en sociale clausules, en aan het bevorderen van de zichtbaarheid van de sociale economie.

De rol van het Europees Sociaal Fonds en de bestrijding van armoede en sociale uitsluiting was het thema van een conferentie die in november werd georganiseerd. De voornaamste besluiten van deze conferentie waren de volgende. Enerzijds moet het ESF aandacht besteden aan kansarmen, aan initiatie-

durables et de qualité, ainsi qu'au développement des compétences pour les personnes les plus éloignées du marché du travail. D'autre part, une attention particulière doit être accordée à l'intégration sociale de ces personnes qui ne peuvent pas être immédiatement orientées vers le marché du travail.

Enfin, en ce qui concerne les Roms, la présidence belge s'est engagée à organiser la quatrième réunion de la Plateforme européenne pour l'inclusion des Roms.

Un document de discussion intitulé «Prévenir l'exclusion sociale par le biais de la stratégie Europe 2020: le développement de la petite enfance et l'inclusion des familles Roms» a d'ailleurs été spécialement rédigé en vue de cette réunion. Son contenu a été examiné par les diverses parties prenantes ainsi que par les représentants des États membres et des institutions de l'Union européenne.

Le texte définitif sera finalisé en février et transmis à la présidence hongroise pour lui servir de base aux activités qu'elle compte déployer dans ce domaine.

Pour conclure, le secrétaire d'État souligne que la présidence peut être qualifiée de succès, surtout en ce qui concerne le volet relatif à la lutte contre la pauvreté et à l'intégration sociale.

Les priorités et les thèmes traités par la présidence belge figurent dans la déclaration finale relative à l'année européenne 2010 de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et ont également été rappelés dans le cadre de l'initiative «Plateforme européenne contre la pauvreté».

Dans le futur, l'Europe ne manquera donc pas de consacrer à ces thèmes importants toute l'attention nécessaire, comme l'a fait le secrétaire d'État au cours de la présidence belge.

### III. ÉCHANGE DE VUES

Mme Franssen dit tout d'abord déplorer que les membres de la commission soient si peu nombreux à profiter de l'occasion qui leur est donnée d'avoir un échange de vues avec le secrétaire d'État au sujet de la problématique de la pauvreté. Lorsqu'un problème grave se pose et qu'en plus, les médias s'y intéressent de près, comme c'est le cas, par exemple, pour l'accueil des demandeurs d'asile, les parlementaires sont davantage enclins à formuler des demandes d'explication ciblées, mais, lorsqu'il s'agit de débattre en profondeur d'une solution structurelle, ils manifestent un intérêt beaucoup moins marqué. C'est regrettable.

ven die duurzame en degelijke banen scheppen, en aan het ontwikkelen van vaardigheden voor de personen die het verst verwijderd zijn van de arbeidsmarkt. Anderzijds moet bijzondere aandacht worden besteed aan de maatschappelijke integratie van personen die niet onmiddellijk op de arbeidsmarkt kunnen terechtkomen.

Wat ten slotte de Roma betreft, heeft het Belgisch voorzitterschap zich geëngageerd om het vierde Roma Platform te organiseren rond de sociale inclusie van Roma.

Een discussiedocument «Sociale uitsluiting voorkomen binnen de strategie Europa 2020: de ontwikkeling van jonge kinderen en de inclusie van Roma-families» werd speciaal voor het Roma platform geschreven. De inhoud hiervan werd tijdens het platform bediscussieerd door stakeholders, vertegenwoordigers van de verschillende Europese lidstaten en Europese instellingen.

De definitieve tekst zal in februari afgerond worden en doorgegeven worden aan het Hongaars voorzitterschap als input voor hun activiteiten betreffende de Roma.

Om af te sluiten benadrukt de staatssecretaris dat men kan terugblikken op een succesvol voorzitterschap, zeker wat het luik armoedebestrijding en maatschappelijke integratie betreft.

De Belgische prioriteiten en thema's zijn terug te vinden in de slotverklaring van het «Europese Jaar 2010 tegen armoede en sociale uitsluiting», en ook in het Europese Platform tegen armoede.

Hierdoor kan men er zeker van zijn dat het toekomstige Europese beleid zal focussen op deze belangrijke onderwerpen, die de staatssecretaris tijdens het Belgisch voorzitterschap verdedigd heeft.

### III. GEDACHTEWISSELING

Mevrouw Franssen betreurt vooreerst het geringe aantal aanwezige leden van de commissie die de gelegenheid te baat nemen om met de staatssecretaris van gedachten te wisselen over de armoedeproblematiek. Jammer genoeg nemen vele parlementsleden de moeite om gerichte vragen om uitleg te stellen wanneer er zich een acuut probleem voordoet dat ook uitgebreid in de media aan bod komt, zoals bijvoorbeeld dat van de opvang van de asielzoekers, maar is de interesse voor een gedachteswisseling ten gronde over een structurele oplossing veel minder groot.

L'intervenante remercie le secrétaire d'État pour son exposé et pour l'action qu'il a déployée durant la présidence belge de l'Union européenne. Si celle-ci peut être qualifiée de succès, c'est grâce aux efforts conjugués du gouvernement fédéral et des gouvernements régionaux. En effet, au cours de l'année 2010, qui a été proclamée « Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale », notre pays a redoublé d'efforts afin que cette problématique soit une priorité de l'agenda européen et a d'ailleurs engrangé quelques succès. Il est ainsi parvenu à obtenir que le pilier social soit maintenu dans la version définitive de la « Stratégie 2020 ». La mise en œuvre de la stratégie de Lisbonne, appliquée jusqu'en 2010, a en effet montré qu'il était impossible de faire reculer la pauvreté en agissant unilatéralement sur le pilier économique; cela avait même l'effet inverse. Un autre point positif est le fait que l'on ait fixé un objectif explicite et chiffré. Mme Franssen est d'avis que cet objectif aurait certes pu être plus ambitieux mais que l'on peut déjà se réjouir que tous les États membres soient parvenus à s'entendre sur un objectif commun. À présent, il s'agit de réaliser cet objectif afin d'enranger des résultats.

À cet égard, Mme Franssen aimerait savoir si le chiffre avancé par la Belgique, à savoir une diminution du nombre de personnes en situation de pauvreté à concurrence de 250 000, a déjà été communiqué à la Commission européenne. Dans l'affirmative, comment la Commission a-t-elle réagi? A-t-elle accepté ce chiffre? A-t-on défini des pistes concrètes afin d'atteindre cet objectif et demandera-t-on aux Communautés et aux Régions de participer aux efforts qui seront consentis dans ce sens?

La déclaration finale de l'Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale prévoit la création d'une Plateforme européenne. La Commission européenne a assigné plusieurs missions à cette Plateforme, dont celle de veiller à ce qu'il soit fait un meilleur usage des fonds de l'UE destinés à l'inclusion sociale. Quel est le point de vue de notre pays dans ce domaine? Comment cette Plateforme européenne cadre-t-elle avec la méthode ouverte de coordination telle qu'elle existe actuellement? Et quel sera le sort réservé à cette méthode dans le contexte de la « Stratégie 2020 »?

Mme Franssen exprime également sa satisfaction au sujet des démarches qui ont été entreprises durant la présidence belge de l'Union européenne afin de lutter contre la pauvreté infantile et le sans-abrisme. Il ressort en effet de chiffres récents que la pauvreté infantile est plutôt en augmentation. Il n'est donc pas inutile de consacrer davantage d'attention à ce problème.

Enfin, durant la présidence belge, on a chaque fois veillé à ce que les personnes vivant dans la pauvreté puissent elles aussi participer aux différentes initiati-

Spreekster dankt de staatssecretaris voor zijn uitzetting en voor zijn inzet tijdens het voorzitterschap van de Europese Unie. Het Belgische voorzitterschap mag immers geslaagd worden genoemd en dit is dankzij de inspanningen van zowel de federale als de gewestregeringen. Tijdens 2010, het Europees jaar van de strijd tegen de armoede en de sociale uitsluiting, heeft ons land immers heel wat inspanningen geleverd om deze problematiek hoog op de agenda te plaatsen en konden ook enkele successen worden geboekt. Dit is bijvoorbeeld het geval met het behoud van de sociale pijler in de definitieve versie van de « Strategie 2020 ». De Lissabonstrategie, die tot 2010 werd gevolgd, heeft immers aangetoond dat een eenzijdige klemtoon op het economische element de armoede niet heeft kunnen terugdringen, wel integendeel. Positief is ook dat een expliciete en becijferde armoededoelstelling werd opgenomen. Ook al vindt mevrouw Franssen dat deze niet ambitieus genoeg is, het is reeds belangrijk dat alle lidstaten zich achter een gemeenschappelijke doelstelling hebben geschaard. Men moet nu trachten om deze resultaten ook daadwerkelijk te bereiken.

In dat verband wenst mevrouw Franssen te vernemen of het cijfer dat België naar voor heeft geschoven, met name een daling met 250 000 van het aantal mensen dat zich in armoede bevindt, reeds werd overgemaakt aan de Europese Commissie. Zo ja, hoe heeft de Commissie hierop gereageerd? Heeft zij dit cijfer aanvaard? Bestaan er concrete denksporen hoe men dit cijfer concreet kan bereiken en worden terzake inspanningen van de gemeenschappen en de gewesten verwacht?

In de eindverklaring van het Europees jaar van de strijd tegen de armoede en de sociale uitsluiting, wordt een Europees platform in het vooruitzicht gesteld. De Europese Commissie heeft voor dit platform een aantal actieterreinen vastgesteld, zoals onder meer een beter gebruik van de EU-fondsen voor sociale inclusie. Welke is de houding van ons land in deze aangelegenheid? Hoe verhoudt dit Europees platform zich tot de bestaande open coördinatiemethode? Wat zijn de toekomstplannen voor deze open coördinatiemethode in het licht van de « Strategie 2020 »?

Voorts drukt mevrouw Franssen haar tevredenheid uit over de stappen die tijdens het Belgisch voorzitterschap van de Europese Unie werden gezet inzake de strijd tegen de kinderarmoede en de dakloosheid. Uit recente cijfers blijkt immers eerder een toename van kinderarmoede, zodat het niet overbodig is om hieraan extra aandacht te besteden.

Ten slotte werd er tijdens het Belgisch voorzitterschap steeds voor geijverd om ook mensen die in armoede leven te betrekken bij de verschillende

ves prises. À cet égard, notre pays a joué un rôle de pionnier. La méthode qu'il a lancée se répand maintenant à travers l'Europe. En l'espèce, on peut franchement parler d'un « produit d'exportation sociale ». De son côté, le secrétaire d'État a évoqué, à juste titre, l'idée d'un « fil rouge » de la présidence belge. Cette démarche a-t-elle engrangé des résultats concrets, dans les autres États membres et au niveau européen, en ce qui concerne la participation, sur une base plus structurelle, des personnes en situation de pauvreté ?

M. Courard, secrétaire d'État démissionnaire à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, répond que des personnes vivant dans la pauvreté ont pu s'exprimer longuement au cours des conférences et des activités organisées durant la présidence belge de l'Union européenne. Elles ont également été associées à la préparation de ces événements, par l'intermédiaire des réseaux belge et européen de lutte contre la pauvreté. En ce qui concerne en particulier la conférence de consensus sur le sans-abrisme, le Front commun des SDF a réalisé une étude sur la participation des sans-abri dans l'Union européenne, qui s'est avérée une importante source d'information pour le jury lors de ses travaux visant à l'établissement du consensus.

Les chiffres cités par Mme Franssen sont corrects : le nombre de personnes en situation de pauvreté a diminué de 250 000 unités selon le plan de réforme national. Le suivi en la matière est assuré en concertation avec les régions et les communautés dans le cadre du plan d'action national et du plan pauvreté.

Mme Thibaut se félicite de l'évaluation positive obtenue par la présidence belge dans le domaine de la lutte contre la pauvreté ainsi que des nombreuses initiatives qui ont été prises. Le troisième Forum des services sociaux d'intérêt général s'est tenu à la mi-septembre 2010. L'on a déjà demandé à plusieurs reprises que la Commission européenne propose un projet de directive-cadre relative aux services sociaux et aux soins de santé. L'intervenante s'étonne que cette demande n'ait pas été largement soutenue au cours de la présidence belge de l'UE. Il s'agit en effet d'un élément capital pour pouvoir progresser dans le débat en la matière. Selon le secrétaire d'État, quelles sont les raisons qui expliquent l'immobilisme dans ce dossier ?

M. Courard, secrétaire d'État démissionnaire à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, reconnaît l'importance de cette directive-cadre et en a déjà discuté à plusieurs reprises avec la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique. Bien que tout le monde considère que la présidence belge a été une réussite, l'on s'est aussi heurté à quelques difficultés et, compte tenu de la grande diversité qui caractérise l'Union européenne d'aujourd'hui, le gouvernement n'a

initiatives. Ons land heeft hierin een voortrekkersrol gespeeld en draagt deze methode verder uit in Europa. Men kan hier gerust spreken van een « sociaal exportproduct » en terecht heeft de staatssecretaris gesproken van een « rode draad » tijdens het Belgisch voorzitterschap. Heeft deze inspanning concrete resultaten opgeleverd op het vlak van een meer structurele betrokkenheid van mensen die in armoede leven bij de andere lidstaten en op het Europees niveau ?

De heer Courard, ontslagnemend staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, antwoordt dat tijdens de conferenties en activiteiten die tijdens het Belgisch voorzitterschap van de Europese Unie werden georganiseerd de mensen die in armoede leven uitgebreid het woord hebben kunnen nemen. Ook bij de voorbereiding daarvan werden zij betrokken, met name via het Belgisch en Europees netwerk voor armoedebestrijding. Specifiek voor wat de consensusconferentie over dakloosheid heeft het gemeenschappelijk dakloosheidsfront een onderzoek uitgevoerd over de participatie van daklozen in de Europese Unie. Dit was een belangrijke bron van informatie voor de jury bij het opstellen van de consensus.

De cijfers die mevrouw Franssen heeft geciteerd zijn correct : het cijfer van 250 000 minder mensen die in armoede leven werd opgenomen in het nationaal hervormingsplan. De opvolging daarvan gebeurt in samenspraak met de gemeenschappen en de gewesten in het kader van het nationaal actieplan en het armoedeplan.

Mevrouw Thibaut verheugt zich over de positieve evaluatie van het Belgisch voorzitterschap op het punt van armoedebestrijding en over de vele initiatieven die werden genomen. Medio september 2010 werd, voor de derde maal, een Forum van sociale diensten van algemeen belang georganiseerd. Reeds herhaaldelijk werd erop aangedrongen dat de Europese Commissie een ontwerp van kaderrichtlijn zou voorleggen over sociale diensten en dienstverlening in de zorgsector. Het verbaast spreekster dat dit voorstel niet breed werd gedragen tijdens het Belgische EU-voorzitterschap. Het gaat immers om een sleutelement om vooruitgang te kunnen boeken in het debat hieromtrent. Welke elementen kan de staatssecretaris inroepen om in deze aangelegenheid op de rem te staan ?

De heer Courard, ontslagnemend staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, is het eens met het belang van dit ontwerp van kaderrichtlijn en heeft hierover meermaals overleg gepleegd met de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid. Ondanks het feit dat het Belgisch voorzitterschap door eenieder als succesvol wordt beschouwd, is men ook gestoten op enkele moeilijkheden en, gelet op de grote verscheidenheid die de



pas pu aller aussi loin qu'il le souhaitait. Le secrétaire d'État admet que c'est ce qui s'est passé en l'occurrence, et il continuera à militer à l'avenir en faveur d'un cadre légal européen concernant les services d'intérêt général.

M. Torfs évoque la problématique du revenu minimum. Beaucoup d'États membres de l'Union européenne n'ont pas soutenu la proposition belge en la matière, peut-être en raison du contexte économique général. La question est toutefois de savoir quelle est la stratégie que ces États membres préconisent. Sont-ils opposés au principe d'un revenu minimum qu'ils jugent contreproductif, ou considèrent-ils que le montant de ce revenu minimum est impayable? Quelle autre solution proposent-ils?

M. Courard, secrétaire d'État démissionnaire à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, répond que dès le début de la présidence belge de l'Union européenne, plusieurs États membres ont fait savoir explicitement qu'ils n'étaient pas favorables à un revenu minimum et ont insisté sur le fait qu'ils étaient libres d'introduire ou pas pareil revenu. De ce fait, les divergences sont énormes dans ce domaine entre les États membres de l'Union européenne. Dans certains États membres qui appliquent un revenu minimum, il arrive même que celui-ci soit différent en fonction de la région où l'on habite ou travaille. L'opposition vient surtout des États membres riches qui jugent que l'on ne peut imposer aucune restriction à la volonté de maintenir ou d'améliorer le niveau de bien-être atteint, mais aussi des États membres pauvres qui estiment qu'un revenu minimum sera impayable pour eux et qu'ils ne disposent pas de moyens financiers suffisants.

La solution défendue par la présidence belge consiste à appliquer le principe des budgets standard, ce qui s'est avéré un succès. Elle permet en effet de se baser sur des moyennes par État membre et de prendre en compte les besoins concrets en matière de logement, d'alimentation, etc., de telle sorte que l'on puisse davantage travailler «sur mesure». En effet, l'on peut constater de grandes différences, par exemple, entre la Roumanie et la Belgique en ce qui concerne les prix des loyers, de l'alimentation, etc.

Il n'empêche qu'il reste encore un long chemin à parcourir, et le secrétaire d'État est lui-même déçu que l'on ne soit pas parvenu à progresser davantage. Il continuera à militer en faveur du revenu minimum, car il s'agit là d'un élément important dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. En Belgique, il existe un revenu minimum fixé à 740 euros pour un isolé, ce qui se révèle souvent insuffisant pour empêcher les bénéficiaires de sombrer dans la pauvreté. Il faut donc fournir des efforts également chez nous pour porter ce revenu minimum à un niveau permettant de vivre dans la dignité. En effet, 1 500 000

Europese Unie van vandaag kenmerkt, is de regering niet zo ver kunnen gaan als ze zelf zou gewild hebben. De staatssecretaris erkent dat dit in deze aangelegenheid het geval is geweest en zal zich ook in de toekomst nog inzetten voor een Europees wetgevend kader inzake de diensten van algemeen belang.

De heer Torfs verwijst naar de problematiek van het minimuminkomen. Heel wat lidstaten van de Europese Unie hebben het Belgisch voorstel terzake niet gesteund. Mogelijk ligt dit aan de algemene economische context. De vraag is echter welke strategie deze lidstaten dan wél voorstaan. Zijn zij gekant tegen het principe van een minimuminkomen en beschouwen zij dit als contraproductief, of gaat het om de hoogte van een dergelijk minimuminkomen dat zij als onhaalbaar beschouwen? Wat is hun alternatief?

De heer Courard, ontslagnemend staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, antwoordt dat, reeds bij de aanvang van het Belgisch voorzitterschap van de Europese Unie, verschillende lidstaten uitdrukkelijk hebben gesteld géén voorstander te zijn van een minimuminkomen en gewezen hebben op hun vrijheid om al dan niet een minimuminkomen in te voeren. De verschillen tussen de lidstaten in de Europese Unie zijn dan ook enorm op dit vlak, en in sommige lidstaten waar een dergelijk minimuminkomen bestaat verschilt het zelfs al naargelang de regio waar men woont of werkt. De tegenstand komt vooral vanuit de rijkere lidstaten van de Europese Unie, waar men van oordeel is dat geen beperkingen mogen worden opgelegd om de bereikte welvaart in stand te houden of te vergroten, maar ook van de arme lidstaten die menen dat een minimuminkomen voor hen onbetaalbaar is en de financiële middelen ontberen.

De oplossing die het Belgisch voorzitterschap heeft verdedigd bestaat erin om het concept van de standaardbudgetten ingang te doen vinden en dit is succesvol gebleken. Men kan op deze wijze immers werken met gemiddelden per EU-lidstaat en kijken naar de concrete behoeften inzake huisvesting, voeding en dergelijke om meer op maat te werken. Zo zullen er heel wat verschillen zijn tussen, bijvoorbeeld, Roemenië en België op het vlak van prijzen voor huur, voedsel en dergelijke.

Dat alles neemt niet weg dat er nog een lange weg te gaan is en de staatssecretaris zelf is ontgoocheld over het feit dat niet meer vooruitgang kon worden geboekt. Hij zal zich hiervoor blijven inzetten omdat het minimuminkomen een belangrijk element is in de strijd tegen de armoede en de sociale uitsluiting. In België bestaat er een minimuminkomen, dat voor een alleenstaande 740 euro bedraagt, en vaak blijkt ook dit niet te volstaan om mensen uit de armoede te houden. Ook bij ons moeten er dus inspanningen worden gedaan om dit minimuminkomen op te trekken dat een menswaardig leven mogelijk maakt. 1 500 000 Belgen leven vandaag

Belges vivent aujourd'hui avec un revenu qui se situe sous le seuil de pauvreté évalué actuellement à environ 900 euros pour un isolé.

Mme Saïdi partage le point de vue du secrétaire d'État concernant la nécessité de revaloriser le revenu minimum dans notre pays.

Elle se réjouit que la lutte contre la pauvreté infantile était au centre des préoccupations pendant la présidence belge de l'Union européenne. Il faut en effet traiter le problème à la source, soit dès l'enfance, car c'est souvent à ce stade que la pauvreté à l'âge adulte trouve son origine. Mme Saïdi fait également référence au travail réalisé à cet égard par le délégué général aux droits de l'enfant de la Communauté française en concertation avec les personnes qui vivent dans la pauvreté. Mme Saïdi demande aussi que l'on porte une attention particulière à la féminisation de la pauvreté qui mène automatiquement à la pauvreté infantile.

Quelles sont les leçons que le secrétaire d'État a tirées de la question de la pauvreté infantile? Comment seront-elles traduites dans une approche stratégique en Belgique? Comment se déroule la collaboration en la matière avec les entités fédérées?

M. Courard, secrétaire d'État démissionnaire à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, estime que la lutte contre la pauvreté infantile doit être considérée comme une grande réussite de la présidence belge. Bien entendu, il y a encore un long chemin à parcourir dans ce domaine et l'euphorie n'est pas de mise, mais l'on est parvenu à faire en sorte que les États membres de l'UE prennent conscience du problème et se mettent d'accord sur un consensus qui a mené à la signature d'une charte.

Le secrétaire d'État a utilisé la perspective de la pauvreté infantile pour aborder également le problème de la pauvreté dans sa globalité. En effet, il arrive bien trop souvent que l'on culpabilise et que l'on montre du doigt les adultes qui vivent dans la pauvreté. Ce n'est pas le cas pour la pauvreté infantile. Néanmoins, si l'on veut traiter le problème de la pauvreté infantile, il faut aborder la question de la pauvreté dans les familles en général; cette méthode a fait ses preuves et a permis d'aboutir à quelques résultats en matière de lutte contre la pauvreté. Il importe que les enfants évitent de reproduire les erreurs que leurs parents ont souvent commises, pour ne pas tomber dans un cercle vicieux. En effet, certains enfants n'ont jamais vu leurs parents travailler, ni même parfois leurs grands-parents.

Au niveau européen, l'on peut donc s'attendre à ce que la lutte contre la pauvreté infantile sera poursuivie en 2012, puisque la Commission européenne a pris l'engagement de formuler des recommandations à cet égard qui, espérons-le, inciteront les États membres à

immers met een inkomensniveau dat onder de armoedegrens — die vandaag voor een alleenstaande op ongeveer 900 euro wordt geschat — ligt.

Mevrouw Saïdi sluit zich aan bij de zienswijze van de staatssecretaris inzake het minimuminkomen, dat ook in ons land aan een herwaardering mogelijk is.

Zij is verheugd over het feit dat, tijdens het Belgische voorzitterschap van de Europese Unie, de strijd tegen de kinderarmoede centraal werd geplaatst. Men moet armoede immers bij de bron aanpakken, dit wil zeggen reeds van kindsbeen af, vermits daar vaak de oorspong ligt van armoede tijdens het volwassen leven. Mevrouw Saïdi verwijst eveneens naar het werk dat terzake werd verricht door de « *délégué général aux droits de l'enfant* » van de Franse Gemeenschap, dat eveneens tot stand gekomen is in samenspraak met de personen die in armoede leven. Mevrouw Saïdi vraagt ook specifieke aandacht voor de vervrouwelijking van de armoede, die automatisch leidt naar kinderarmoede.

Welke lessen heeft de staatssecretaris getrokken uit deze problematiek van kinderarmoede? Hoe zullen deze worden vertaald in een beleidsmatige aanpak in ons land? Hoe verloopt de samenwerking met de gefedereerde entiteiten in deze aangelegenheid?

De heer Courard, ontslagnemend staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, meent dat de strijd tegen de kinderarmoede als een groot succes van het Belgisch voorzitterschap moet worden beschouwd. Vanzelfsprekend moet hier nog een lange weg worden afgelegd en is euforie niet op zijn plaats, maar men is er wel in geslaagd om de Europese lidstaten bewust te maken van het probleem en hen te scharen achter een consensus die heeft geleid tot de ondertekening van een charter.

De staatssecretaris heeft de invalshoek van de kinderarmoede ook gebruikt om het armoedeprobleem in zijn globaliteit op de agenda te plaatsen. Al te vaak worden de volwassenen die in armoede leven immers geculpabiliseerd en met de vinger gewezen. Bij kinderarmoede is dit niet het geval. Wanneer men kinderarmoede wil aanpakken moet men echter armoede bij de gezinnen in het algemeen aanpakken en deze invalshoek is dan ook succesvol gebleken om toch enkele resultaten te boeken in de strijd tegen de armoede. Belangrijk is dat kinderen trachten te vermijden om de fouten te herhalen die hun ouders vaak hebben gemaakt en aldus in een vicieuze cirkel terecht te komen. Sommige kinderen hebben immers nooit meegemaakt dat hun ouders — en soms hun grootouders — werk hadden.

Op het Europees niveau mag men dan ook verwachten dat de strijd tegen de kinderarmoede wordt verdergezet in 2012, vermits hier door de Europese Commissie een engagement werd genomen om te komen tot aanbevelingen die — hopelijk — de

élaborer une politique spécifique en matière de lutte contre la pauvreté infantile. C'est déjà le cas en Belgique. Le gouvernement démissionnaire a augmenté plusieurs fois les budgets des CPAS de manière à leur permettre de prendre des initiatives dans le cadre de la lutte contre la pauvreté infantile. Concrètement, par le biais d'un fonds spécifique, les CPAS ont notamment pu prendre des initiatives visant à apporter un accompagnement et un soutien supplémentaires dans les écoles, dans le but d'éviter que les enfants vivant dans la pauvreté terminent leur parcours scolaire sans diplôme, comme cela arrive trop souvent à l'heure actuelle. Un autre exemple concret est celui de la participation des enfants à des activités sportives et culturelles. Lorsque le club concerné ou d'autres organisateurs demandent une petite participation pour le transport et les équipements, cela représente déjà un problème insurmontable pour certains parents qui décident alors d'abandonner. Les CPAS peuvent prendre des initiatives également dans ce domaine en prenant en charge les frais d'inscription en totalité ou en partie, dans le but d'empêcher que les enfants abandonnent leurs activités et soient freinés dans leur développement culturel, sportif et social. Le secrétaire d'État espère que les initiatives de ce genre seront maintenues, voire renforcées lors de l'établissement des prochains budgets.

M. Torfs demande si des initiatives ont été prises au cours de la présidence belge pour réduire concrètement le sans-abrisme. Dans quelle mesure des accords contraignants ont-ils été conclus en la matière ?

M. Courard, secrétaire d'État démissionnaire à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, renvoie au document intitulé « Recommandations politiques du Jury » rédigé en conclusion de la « Conférence européenne de consensus sur le sans-abrisme », qui s'est tenue les 9 et 10 décembre 2010 à Bruxelles. Les sans-abri ont été interrogés en vue de l'élaboration de ce document qui est un reflet des éléments communs à tous les États membres en ce qui concerne la lutte contre le sans-abrisme. Il s'agit d'un document de grande qualité qui a été fortement apprécié par la Commission européenne. Il servira à présent de base à une réflexion plus approfondie sur le sans-abrisme, censée aboutir à des mesures concrètes permettant de lutter contre ce phénomène dans toute l'Europe.

Le secrétaire d'État souligne que le problème du sans-abrisme dépasse le simple fait de disposer d'un logement. Il est en effet apparu que, dans 99 % des cas, l'attribution d'un logement par les autorités à des sans-abri sans accompagnement se solde par un échec. Il faut également encadrer l'intéressé lui permettant d'apprendre à organiser sa propre vie, faire quelque chose pour son état de santé mentale, l'orienter dans la recherche d'un emploi, etc.

lidstaten ertoe aanzetten om een specifiek beleid inzake bestrijding van kinderarmoede uit te werken. Op het Belgisch niveau is dit reeds het geval. De uittreedende regering heeft verschillende malen de budgetten van de OCMW's verhoogd om hen toe te laten initiatieven te nemen inzake de strijd tegen de kinderarmoede. Concreet betekent dit bijvoorbeeld dat, via een specifiek fonds, de OCMW's initiatieven konden nemen inzake extra begeleiding en aanmoediging in de scholen, om aldus te vermijden dat kinderen die in armoede leven hun schoolloopbaan beëindigen zonder diploma, zoals vandaag al te vaak het geval is. Een ander concreet voorbeeld betreft de participatie van kinderen aan sportieve en culturele activiteiten. Wanneer de betrokken club of andere initiatiefnemers een kleine tegemoetkoming vragen voor vervoer of uitrusting, blijkt dit voor sommige ouders reeds een onoverkoombaar probleem te zijn en haken zij af. Ook hier kunnen initiatieven van OCMW's voorkomen dat kinderen afhaken en aldus worden geremd in hun culturele, sportieve en sociale ontwikkeling door het inschrijvingsgeld — of een deel ervan — voor hun rekening te nemen. De staatssecretaris hoopt dat deze initiatieven behouden blijven en zelfs worden verstrekt bij de opmaak van de volgende begrotingen.

De heer Torfs informeert of er tijdens het Belgisch voorzitterschap initiatieven werden genomen om de dakloosheid ook daadwerkelijk, in de feiten, terug te dringen. In welke mate werden er hieromtrent dwingende afspraken gemaakt ?

De heer Courard, ontslagnemend staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, verwijst naar de « Policy Recommendations of the Jury » naar aanleiding van de « European Consensus Conference on Homelessness — 9-10 December 2010, Brussels ». Er werd bij de totstandkoming van dit document een bevraging van de daklozen uitgevoerd en het document dat werd bereikt is een weergave van de elementen die gemeenschappelijk zijn voor alle lidstaten wanneer het gaat om de strijd tegen de dakloosheid. Het gaat om een kwalitatief hoogstaand document, dat op waardering van de Europese Commissie kon rekenen. Het zal nu als basis dienen voor een meer grondige aanpak van de dakloosheid die tot concrete maatregelen tegen dakloosheid moet leiden in heel Europa.

De staatssecretaris wijst erop dat het probleem van de dakloosheid ruimer is dan enkel maar het beschikken over een woning. Wanneer de overheid aan daklozen een woning ter beschikking stelt zonder verdere begeleiding, leidt dit immers in 99 % van de gevallen tot een mislukking, zo is gebleken. Men moet de betrokkene ook een kader bieden, waarin deze leert om zijn eigen leven te organiseren, eventueel iets te doen aan de mentale gezondheidstoestand, hem op weg helpen bij het vinden van een job, en dergelijke.

Différents projets sont sur les rails, visant à héberger les sans-abri dans un logement communautaire, ce qui permet de créer une ambiance familiale qu'ils ne connaissent plus en réalité. Ce type d'hébergement a l'avantage de proposer non seulement des pièces individuelles mais aussi une pièce commune propice à la socialisation et d'apporter aussi une solution pour les animaux dont les sans-abri sont souvent inséparables. Il est en effet fréquent que des sans-abri refusent les installations proposées parce qu'ils ne peuvent pas y prendre leur chien qu'ils ne veulent pas quitter.

Le secrétaire d'État est favorable à ce type d'hébergement, en particulier dans les grandes villes. L'initiative doit être soutenue par les services locaux et par les Régions. Il faut garder à l'esprit que notre pays compte quelque 17 000 sans-abri.

#### IV. VOTES

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité des 9 membres présents.

*La rapporteuse,*  
Cindy FRANSSEN.

*Le président,*  
Rik TORFS.

Er lopen terzake verschillende projecten, waarin de daklozen in een gemeenschappelijk woning worden gehuisvest om aldus een « familiegevoel » te creëren, dat ze in werkelijkheid niet meer hebben. Deze aanpak biedt het voordeel dat er, naast de eigen vertrekken, ook een gemeenschappelijke ruimte is die tot ontmoetingen aanleiding geeft, en dat ook een oplossing kan worden gevonden voor de dieren, met wie de daklozen vaak onafscheidelijk zijn. Vaak worden aangeboden voorzieningen immers geweigerd omdat de betrokken daklozen hun hond niet kunnen meenemen en hiervan geen afstand willen doen.

Zeker in de grootsteden is de staatssecretaris voorstander van deze aanpak, die samen met de lokale diensten en de gewesten moet worden ondersteund. Men mag immers niet vergeten dat in ons land naar schatting 17 000 daklozen zijn.

#### IV. STEMMINGEN

Dit verslag is eenparig goedgekeurd door de 9 aanwezige leden.

*De rapporteur,*  
Cindy FRANSSEN.

*De voorzitter,*  
Rik TORFS.